



Cour
Pénale
Internationale

International
Criminal
Court

Formulaire pour les organisations

**Demande de participation aux procédures et demande de réparations devant la CPI
Pour les victimes - organisations ou institutions**

SECTION A

INFORMATIONS CONCERNANT L'ORGANISATION/INSTITUTION

1. L'organisation/institution a-t-elle déjà soumis une demande de participation ou de réparations auprès de la CPI ?

Oui Non

2. Si oui et si l'organisation/institution a déjà un numéro de dossier, veuillez l'indiquer :

/ /

3. Nom(s) de l'organisation/institution :

[REDACTED]

4. Adresse actuelle de l'organisation/institution :

Village/commune/ville : Tombouctou

District/province/région : Nord, MALI

Pays : MALI

5. Date et lieu de constitution, de création et/ou d'immatriculation de l'organisation/institution.

Veuillez indiquer toutes les informations pertinentes.

 PLUSIEURS SIÈCLES
Date de constitution, de création et/ou d'immatriculation
 PLUSIEURS SIÈCLES

Lieu de constitution, de création et/ou d'immatriculation

 Tombouctou

6. Quel était le statut juridique de l'organisation/institution à la date où ont eu lieu les événements allégués ?

Veillez fournir des preuves de la constitution, de la création et/ou de l'immatriculation de l'organisation/institution à la date des événements allégués (certificat de constitution ou d'immatriculation par exemple).

- Organisation non gouvernementale, caritative ou à but non lucratif (organisation créée dans le but de fournir des services bénévoles, notamment religieux, éducatifs, artistiques, scientifiques, sociaux ou caritatifs à l'ensemble ou à une partie de la communauté)
- Organisation caritative ou à but non lucratif
- Organisme statutaire (par exemple : agence gouvernementale, école publique, hôpital)
- Société ou organisme privé (par exemple : établissement privé d'enseignement, entreprise de communication ou de média, hôpital privé ou clinique)
- Institution au service des membres d'une communauté (société coopérative, société de crédit immobilier ou institution de micro-finance)
- Partenariat
- Autres – Précisez : _____ [REDACTED] _____

7. Nom de la personne qui présente la demande au nom de l'organisation/institution :

Veillez donner tous les noms, aussi complets que possibles.

_____ [REDACTED] _____ [REDACTED] _____

8. Nationalité de la personne présentant la demande :

_____ [REDACTED] _____

9. Comment la personne présentant la demande peut-elle être contactée ?

Veillez donner autant d'informations que possible.

Numéro(s) de téléphone : _____ [REDACTED] _____

Rue : _____ Numéro/parcelle : _____ [REDACTED]

Boîte postale : _____ Secteur/quartier/zone : _____ [REDACTED]

Village/commune/ville/camp : _____ [REDACTED] _____

Comté/paroisse : _____

District/province/région : _____ [REDACTED] _____

Code postal : _____ Pays : _____ [REDACTED] _____

Email: _____

10. Profession et titre de la personne présentant la demande :

_____ [REDACTED] _____

11. Quelle(s) preuve(s) d'identité la personne présentant la demande fournit-elle ?

Veillez préciser.

[REDACTED]

11. La personne présentant la demande doit fournir une preuve d'identité, par exemple : une carte nationale d'identité, un certificat de naissance, une carte d'électeur, un passeport, un permis de conduire, une carte d'étudiant ou d'employé, une lettre émanant d'une autorité locale, une carte de recensement délivrée dans un camp, une carte délivrée par une organisation humanitaire, un document fiscal ou tout autre document établissant son identité.

12. En quelle qualité cette personne agit elle au nom de l'organisation/institution ?

Veillez fournir un document prouvant cette qualité.

Représentant autorisé de l'organisation/institution
(par exemple : administrateur ou président de société)

Représentant légal

Autre – *Veillez préciser :*

[REDACTED]

13. Quelle(s) langue(s) la personne présentant la demande parle-t-elle ?

[REDACTED]

14. Quelqu'un aide-t-il la personne présentant la demande à remplir ce formulaire ?

Oui Non

15. Si oui, comment s'appelle cette personne et à quelle organisation appartient-elle (le cas échéant) ?

[REDACTED]

(nom)

(organisation)

16. Un interprète aide-t-il la personne présentant la demande à remplir ce formulaire ?

Oui Non

SECTION B

INFORMATIONS RELATIVES AU(X) CRIME(S) ALLÉGUÉ(S)

17. Qu'est-il arrivé à l'organisation/institution ? Décrivez les événements de manière aussi détaillée que possible.

Si vous avez besoin de plus de place, veuillez présenter les réponses à cette question sur un feuillet supplémentaire.

Je me rappelle de [REDACTED] 2012, l'année où ces gens sont venus en bon nombre dirigés par Alfarqi. Possédant des haches, pioches, piques etc... Ils ont commencé à piller au platoon, détruire du haut en bas sans honte ni pitié

SECTION C**INFORMATIONS SUR LES DOMMAGES, PERTES OU PRÉJUDICES SUBIS**

21. Le bien endommagé était :

Cochez la ou les cases pertinentes.

- Consacré à la religion
 Consacré à l'enseignement
 Consacré aux arts
 Consacré aux sciences
 Consacré à la charité
 Un monument historique
 Un hôpital
 Un lieu ou un objet utilisé à des fins humanitaires
 Autre - Précisez : [REDACTED]

22. Quels dommages directs le bien a-t-il subi du fait des événements allégués ?

Si vous avez besoin de plus de place, veuillez présenter les réponses à cette question sur un feuillet supplémentaire.

Monument nous avons beaucoup souffert et on continue à souffrir à cause de cette destruction. Un acte de Alfapi et ses complices

22. Il peut s'agir, entre autres, de dommages causés à des terrains, des bâtiments, des biens meubles (matériel ou équipements), des monuments, cimetières, ou de dommages à l'environnement (par ex. à des sources d'eau)

SECTION D**PARTICIPATION À LA PROCÉDURE**

23. L'organisation/institution souhaite-t-elle participer, c'est-à-dire présenter ses vues et préoccupations dans le cadre de procédures devant la CPI ?

Oui Non

24. Si oui, pourquoi l'organisation/institution souhaite-t-elle participer à la procédure ?

présenter notre volonté, notre point de vue.

23. Généralement, une organisation/institution expose ses vues et préoccupations par l'intermédiaire d'un avocat qui la représente à La Haye. Dans un petit nombre de cas, une personne pourrait participer en personne au nom de l'organisation/institution, mais ce n'est pas une obligation.

SECTION E**RÉPARATIONS**

25. L'organisation/institution souhaite-t-elle demander réparation ?

L'organisation/institution veut-elle que quelque chose soit fait en raison de ce qu'elle a subi ?

Oui Non

26. Si oui, que voudrait l'organisation/institution ?

Nous voulons tout ce qui peut nous aider car on a

27. L'organisation/institution, si des réparations sont accordées, qui devrait en bénéficier ?

Cochez plusieurs cases, si nécessaire.

L'organisation/institution
 Autres (veuillez préciser)

25/26. Qu'attend l'organisation/institution si l'accusé est déclaré coupable ? Les réparations peuvent être tout ce qui peut aider l'organisation/institution réparer le préjudice subi. Il peut s'agir d'une indemnisation, de diverses formes d'assistance, de la restitution des terres ou biens volés et/ou de mesures symboliques ou morales telles que la présentation d'excuses et l'édification de monuments. Veuillez énumérer toutes mesures que l'organisation/institution souhaiterait voir prises.

SECTION F**REPRÉSENTATION LÉGALE**

28. L'organisation/institution a-t-elle un avocat ?

Oui Non

29. Si l'organisation/institution n'a pas d'avocat, souhaiterait-elle que la CPI l'aide à en trouver un ?

Oui Non

30. En attendant qu'elle en ait un, l'organisation/institution souhaite-t-elle être représentée par les avocats de la Cour chargés de veiller aux intérêts des victimes (Bureau du conseil public pour les victimes) ?

Oui Non

31. Si l'organisation/institution a un avocat, veuillez fournir ses coordonnées :

Nom : *Moutse*

Adresse : *AVOCAT CPI*

Email : _____ Numéro(s) de téléphone : _____

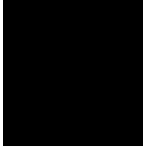
28. Pour représenter des victimes devant la CPI, un avocat doit figurer sur la liste des conseils agréés par la Cour. Les avocats qui ne figurent pas sur cette liste peuvent demander à y être inscrits.

30. Le Bureau du conseil public pour les victimes est un bureau indépendant au sein de la Cour qui veille aux intérêts juridiques des victimes et qui les représente gratuitement.

SECTION H**SIGNATURES****SIGNATURE DE LA VICTIME**

Par la présente :

- Je certifie sur l'honneur que les informations figurant dans le présent formulaire sont exactes, dans la mesure de mes connaissances
- Si j'ai désigné une personne pour agir en mon nom à la question 14 du présent formulaire, je donne mon consentement à cette personne pour qu'elle agisse en mon nom

		
--	---	--

Signature de la victime, empreinte de pouce ou autre marque

Date : _____ 2016 _____
(jour) (mois) (année)

Lieu : _____

SIGNATURE DE LA PERSONNE AGISSANT AU NOM DE LA VICTIME

Par la présente :

- Je certifie sur l'honneur que les informations figurant dans le présent formulaire sont exactes, dans la mesure de mes connaissances

Si la victime agit en son nom propre et a répondu « oui » à la question 13, il est inutile de remplir cette partie du formulaire.

--

Signature de la personne agissant au nom de la victime, empreinte de pouce ou autre marque

Date : _____
(jour) (mois) (année)

Lieu : _____

<p>RAPPEL : LES DOCUMENTS SUIVANTS DOIVENT ÊTRE JOINTS AU PRÉSENT FORMULAIRE.</p> <p>Pour la victime</p> <p><input type="checkbox"/> Photocopie de la preuve d'identité (OBLIGATOIRE)</p> <p><input type="checkbox"/> Photocopie du dossier médical ou documents similaires</p> <p>Pour la personne agissant au nom de la victime (le cas échéant) :</p> <p><input type="checkbox"/> Photocopie de la preuve d'identité (OBLIGATOIRE)</p> <p><input type="checkbox"/> Photocopie des preuves des liens avec la victime (OBLIGATOIRE sauf si la victime est un adulte qui a donné son consentement)</p>

<p>REMARQUE :</p> <p>Le présent formulaire et la procédure de demande sont gratuits.</p> <p>La CPI ne préleve de frais à aucun stade de la procédure.</p>
--

